

s'il a l'intention de saisir à cette fin toute occasion qui pourra se présenter lorsque le président Kennedy, ce distingué touriste qui doit rendre visite au Canada cette année, se trouvera dans la capitale.

L'hon. M. Dinsdale: Nous avons deux touristes des États-Unis avec nous lundi et mardi —le secrétaire à l'Agriculture et le secrétaire à l'Intérieur—et je peux donner l'assurance à l'honorable député que j'ai saisi l'occasion de parler de cette question avec ces deux messieurs et, en particulier, avec le secrétaire à l'Intérieur. Ils m'ont dit que cette question devait être approuvée par le Congrès et qu'il était tout à fait possible que des amendements soient apportés. Je suis certain de leur avoir fait comprendre le point de vue du Canada sur cette importante question.

M. Garland: Toujours au sujet de cette question, je désire signaler avec combien de gravité certains hommes d'affaires du Canada qui s'intéressent à l'industrie touristique envisagent le changement proposé. Je rappelle au ministre que lorsque notre premier ministre a visité Washington le 20 février, sauf erreur, il a dit, d'après le compte rendu de la *Presse canadienne* en provenance de Washington, qu'il n'avait entendu aucune objection au Canada.

Je veux simplement me reporter à l'un des articles de journaux que j'ai ici, et j'en ai plusieurs autres. Je désire mentionner une nouvelle qui a paru dans le *Sun* de Vancouver, du 7 février, d'après laquelle M. James Hughes, vice-président exécutif de l'Association touristique du grand Vancouver a demandé au gouvernement fédéral de chercher à faire exempter le Canada si le Congrès adoptait le programme. D'après la même nouvelle, M. E. L. Harrison, président du *board of trade* de Vancouver, a manifesté lui aussi son inquiétude. Il y voit un danger pour l'économie provinciale et il a déclenché une étude de la situation. M. Hughes aurait dit que pareille décision de la part des États-Unis réduirait d'un tiers les dépenses au détail en Colombie-Britannique, ce qui voudrait dire une perte de 5 millions de dollars par an. Ainsi, sans insister davantage, j'exprime de nouveau l'espoir que des instances très énergiques seront faites auprès des autorités compétentes. Permettez-moi de citer un autre passage de cet article du *Sun* de Vancouver, de cette déclaration attribuée à M. Hughes:

Si Ottawa prend pour attitude que cela ne touchera nullement l'économie canadienne, ce sera de l'aveuglement.

Cela indique bien, je pense, qu'on croit à travers le pays qu'une telle décision signifierait une lourde perte pour le Canada, si jamais on y donne suite dans le sens annoncé en février.

[M. Garland.]

Avant de reprendre mon siège, puis-je demander au ministre s'il peut faire rapport de l'activité du bureau de l'Office du tourisme à New-York depuis qu'il est déménagé de la 49^e rue à Canada House, sur la 5^e avenue?

L'hon. M. Dinsdale: Je viens justement d'obtenir ce renseignement de l'un de mes chefs de service. Il m'informe que les demandes de renseignements sont passées de 60,800 à environ 70,900 depuis le déménagement du bureau, ce qui révèle que la situation s'est améliorée sensiblement.

M. Garland: Je remercie le ministre de cette réponse. Je cède peut-être ici à l'esprit de parti, mais il me semble que le point de vue exprimé par les libéraux antérieurement—je songe notamment au mois de janvier 1958, lorsque nous avons appuyé ce déménagement, et lorsqu'un si grand nombre de députés qui siègent maintenant en face l'ont rejeté en principe—a été justifié par les événements. Je suis heureux d'entendre le ministre dire que les résultats ont été encourageants, car il me semble que ce déménagement de la 49^e rue à la 5^e avenue, cette dernière étant vraiment une sorte de vitrine, a certainement été une bonne initiative. Je suis heureux d'entendre le ministre confirmer la sagesse de cette initiative.

M. Herridge: Le tourisme est une industrie importante et croissante dans Kootenay-Ouest et, par conséquent, bon nombre de mes commettants s'intéressent à l'activité de l'Office du tourisme. Avant de poser quelques questions, je dirai que j'ai vérifié les journaux américains et canadiens et me suis tenu pas mal au courant de ce que fait l'Office du tourisme. A mon avis, cet office fait un excellent travail, qui, selon moi, s'est amélioré ces dernières années. Sans doute est-ce là le résultat de l'expérience et des recommandations du comité des mines, forêts et cours d'eau quand les crédits de l'Office sont débattus et que les députés présentent leurs vues et formulent des recommandations.

Le ministre dirait-il à la Chambre si l'on se prépare à ouvrir un bureau à San Francisco? La question a été soulevée, pour la première fois en 1959. A cette époque, le ministre avait dit à la Chambre, et m'avait dit personnellement, que le gouvernement ne croyait pas opportun d'établir un bureau à cet endroit à cause des exigences de budget et pour des raisons de ce genre. Je demanderais au ministre de dire au comité s'il est question maintenant d'établir un bureau à San Francisco. C'est un endroit très important. Je pense qu'un de nos anciens ministres a été envoyé en pâturage à San Francisco.

L'hon. M. Pickersgill: Ils ne vont pas tous à San Francisco!